

Parlera-t-on encore wallon dans 20 ans ?

Un tiers des langues mondiales est en déclin. Des chercheurs associent cette tendance à l'essor économique, mais l'explication est plus complexe.

Tous les deux mois, une langue s'éteint définitivement. Avec un risque de déclin mondial estimé à 25 %, la diversité linguistique chuterait aussi rapidement que celle des espèces vivantes. Une étude publiée dans *The Proceedings of the Royal Society B* révèle que les langues minoritaires des pays développés, particulièrement en Europe et en Amérique du Nord, sont menacées. Les auteurs associent la perte des parlers locaux avec le développement économique de ces zones géographiques. Ils craignent aussi une perte très rapide des langues endogènes des régions tropicales et himalayennes où un essor économique important est attendu.

Le déclin des langues endogènes est un phénomène global. Sur les 7.000 langues recensées par l'Unesco, 373 se sont éteintes depuis 1950, soit un taux de disparition de 6 langues par an. De plus, 915 parlers (13 %) sont en voie d'extinction. Cela signifie que les derniers locuteurs, estimés à 800.000, sont âgés et qu'ils ne sont plus en mesure de transmettre leur langue aux nouvelles générations. La catégorie suivante, celle des langues menacées, concerne 1.519 parlers (21,3 %). Leur sauvetage de l'extinction

est encore envisageable. Parmi ces langues menacées, se trouvent le wallon et le picard.

Selon le Pr Michel Francard, linguistique à l'UCL, il n'y a pas de lien de causalité, à proprement parler, entre le développement économique de la Wallonie et le déclin de ses langues endogènes. « Il y a un découplage à faire. Le wallon ou encore le picard ont été utilisés pour le développement microéconomique de la Wallonie. L'essor macroéconomique s'est quant à lui déroulé en français. A la création de la Belgique, la classe bourgeoise, qui régnait tant sur le Nord que sur le Sud du pays, parlait français. »

En France aussi, les parlers locaux, comme l'occitan (dont font partie l'auvergnat et le provençal) et le breton, s'étiolent. Le shuatit, un parler du Vaucluse, est définitivement éteint, tandis que l'Arpitan (un idiome du Rhône) est en passe de le devenir. « Ce phénomène a débuté en 1880, avec les lois de Jules Ferry imposant l'école obligatoire. » Toutefois, des sursauts linguistiques sont observés. Ainsi, le succès du film *Bienvenue chez les Ch'tis* a entraîné un regain de fierté autour du picard, dans le Nord de la France. « Une même tendance a été observée

lorsque Patrick Poivre d'Arvor a lancé une chaîne de télévision en breton », ajoute le spécialiste.

Quid de l'Allemagne et des Pays-Bas ? « Le déclin des langues endogènes débute avec la formation des Etats-nations, au 19^e siècle. Les langues majoritaires acquièrent alors du prestige. De plus, l'industrialisation provoque des vagues de migration des zones rurales vers les villes. Le rôle joué par l'école est également important », expliquent Laurence Mettwie et Jeroen Darquennes, professeurs en linguistique, respectivement néerlandaise et allemande, à l'Université de Namur. « Toutefois, en Frise néerlandaise, le frison se maintient grâce à des mesures politiques visant à soutenir cette langue devenue minoritaire. Les programmes linguistiques trilingues frison-néerlandais-anglais remportent un franc succès. En étant une des langues de l'apprentissage scolaire, le frison est rendu vivant pour la nouvelle génération. »

Une politique volontariste pourrait-elle sauver le wallon et le picard ? « Il faudrait que cela s'intègre dans un projet de société. Que ce ne soit pas juste pour le folklore », conclut le Pr Francard. ■

LÆTITIA THEUNIS

« Le luxembourgeois, une langue identitaire »

ENTRETIEN

Le Pr Michel Francard est linguiste à l'Université catholique de Louvain. Il est l'auteur d'un ouvrage traitant des langues endogènes en Wallonie, *Wallon - Picard - Gaumais - Champenois. Les langues régionales de la Wallonie* (De Boeck).

L'Unesco classe le wallon parmi les idiomes menacés.

Comment expliquer ce déclin ?

Jusqu'en 1920, toute la population, notables y compris, parlait le wallon. Mais au lendemain de la Première Guerre mondiale, on assiste à l'imposition de l'école primaire gratuite obligatoire. La cause du français s'impose alors dans l'ensemble de la Wallonie.

Comme en France, le discours dominant était d'abandonner les langues régionales. L'institution scolaire les présentait comme des entraves à l'apprentissage du français correct et à l'ascension sociale dont celui-ci était la clé.

La progression du français fut spectaculaire en milieu rural. Après la Seconde Guerre mondiale, des bouleversements sociaux achèveront de déstabiliser les dernières communautés qui avaient sauvé l'idiome ancestral. Trois générations ont suffi pour renverser la hiérarchie des pratiques linguis-

tiques en Wallonie.

Vous parlez d'un regain d'intérêt pour le wallon.

La pratique du wallon reste minimaliste, mais elle lui donne une sorte de présence.

Des associations ou des cafés choisissent désormais de se dénommer en wallon. Aussi, une pratique qui se répand en Wallonie est la traduction des noms de rues en wallon.

Le luxembourgeois se développe. Pourquoi ?

Au Grand-Duché, 3 langues sont utilisées. Le français et l'allemand sont les langues pour le travail. Même s'ils emploient des termes empruntés

au français dans le cadre juridique, et à l'allemand dans d'autres domaines, les Luxembourgeois revendiquent le luxembourgeois comme langue identitaire. C'est leur langue maternelle, enseignée à l'école.

Le Grand-Duché attire aussi de nombreux frontaliers ?

Il n'est pas rare que des Belges de la province de Luxembourg suivent des cours de luxembourgeois. A Arlon, il est désormais difficile de trouver des médecins et des infirmiers car riches de leurs connaissances linguistiques, ils s'en vont travailler au Grand-Duché. ■

Propos recueillis par

L. Th.